

ÉCONOMIE – DÉMOGRAPHIE

Evelyne DISDIER et Zahra TOUACHE*

Cette bibliographie économique des pays du Maghreb pour l'année 1995 ne prétend pas à l'exhaustivité. Les informations qui suivent signalent un choix effectué parmi des documents recueillis ou repérés et non sur la totalité de la production ou des publications dans le domaine – un domaine d'ailleurs plus large que l'économie proprement dite : l'option arrêtée depuis plusieurs années est de réunir dans cette rubrique les références touchant les domaines économiques, l'urbanisation, l'aménagement du territoire ou encore l'environnement, lorsque les documents ont un caractère économique. D'autre part, la rareté des documents sur les économies de la Libye et de la Mauritanie fait que la bibliographie se concentre autour des pays du Maghreb central : le Maroc, l'Algérie et la Tunisie.

Précisons que les notices sont classées par pays, dans l'ordre suivant : statistiques et documents émanant d'institutions nationales, ouvrages collectifs, revues signalées en tant que telles, puis ouvrages et articles de revues classés par ordre alphabétique des auteurs. De plus, lorsqu'une notice de revue reprend les thèmes et le nom des auteurs, les articles individuels ne font plus l'objet d'un signalement par ordre alphabétique.

Dans ce corpus il est possible de distinguer trois groupes de documents. Un premier groupe correspond au souci de conceptualisation des différents rouages des économies étudiées. Leurs auteurs ont tenté de situer ces économies dans un courant de la pensée économique ou dans un autre. Le but est la recherche d'un raisonnement qui pourrait s'y appliquer. Ainsi, on s'interroge sur la nature du libéralisme, sur la concurrence, sur les prix, sur le rôle de l'Etat... L'un des résultats commun à toutes ces études est d'arriver à signaler le caractère spécifique des économies en question. Aucun raisonnement de la théorie économique ne s'appliquant à l'état pur, ceci pose un problème pédagogique qui est à l'origine d'un certain nombre de recherches. L'histoire économique est interpellée afin de permettre de cerner la dynamique qui se trouve à la base de l'évolution de ces économies. Un autre groupe de documents répertoriés tente de dresser un bilan des différentes réformes que connaissent les économies du Maghreb. En effet, que ce soit dans le cadre de la poursuite du choix libéral (Maroc, Tunisie) ou d'un revirement d'une économie socialisée vers une économie de marché (Algérie), les différents pays se sont engagés dans des réformes dans plusieurs domaines. La logique étant la même : la tendance vers le libéralisme, l'on tente d'établir le bilan des différentes transformations. Les bilans dressés restent mitigés et les auteurs arrivent toujours à la conclusion qu'ils manquent encore de recul pour donner une véritable appréciation des différents changements.

La conjoncture suscite un intérêt particulier et plusieurs analyses en sont faites. Ceci distingue un troisième groupe de documents qui s'appuient sur l'étude des problèmes budgétaires de l'année, des différents accords passés au cours de l'année (accord de pêche...), des finances extérieures... Là aussi certaines conclusions sont communes à toutes les études, entre autres celles qui soulignent que la conjoncture des économies du Maghreb reste déterminée par une position sur la scène internationale, par les conditions climatiques, par l'évolution conjoncturelle de certains produits importés ou exportés (pétrole comme recette pour l'Algérie et la Tunisie et comme charge dans la balance commerciale du Maroc). A ce niveau, le conjoncturel et le structurel se chevauchent et tracer une ligne de démarcation demeure chose impossible.

Il convient de noter également l'intérêt naissant porté à certains sujets tels que l'environnement ou la régionalisation. (Zahra Touache).

(*) Respectivement Ingénieur d'études IREMAM et doctorante Aix-Marseille II.

Analyses

• **Contrainte externe et croissance durable au Maghreb, *Mondes en développement*, (89-90), 1995.**

Un trait commun à l'histoire récente des trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie) a été leurs crises de paiement survenues au cours des années 80 (Hamid Aït Amara, « Choix de développement et contrainte extérieure »). Une panoplie de réformes s'en suivit. Dans les cas du Maroc et de la Tunisie, ces dernières se sont faites aux conditions imposées par les institutions financières internationales. L'Algérie, qui a commencé d'elle-même ses réformes, adhéra à partir de 1994 à la logique du FMI (Rabah Abdoun, « Les réformes économiques en Algérie (1988-1993) »). Les trois pays ont tendu alors vers de plus en plus de libéralisme. La déréglementation, la libéralisation et le désengagement de l'Etat sont les lignes directrices communes aux différentes réformes.

La contrainte externe était déjà présente lors des choix de développement au lendemain des indépendances (Najib Akesbi, « De la politique des barrages à la politique d'ajustement, quel avenir pour l'agriculture marocaine ? »). Elle est devenue manifeste avec les crises de paiement des années 80. Elle se traduit actuellement par un contexte caractérisé par : une spécialisation dans des productions pour lesquelles ces pays ont vu leurs avantages comparatifs baisser fortement ; des balances alimentaires de plus en plus déficitaires (Hamid Aït Amara) ; une élasticité très faible des importations par rapport aux recettes des exportations ; une compétition internationale hors-coût accrue (Karim Ben Hammouda, « L'économie tunisienne et la crise de l'insertion internationale ») ; une perte de la maîtrise de la reproduction de la force de travail (Abdeljelil Bedoui, « Analyse de la dynamique sociale dans le contexte de l'application du plan d'ajustement structurel en Tunisie »).

Les réformes ont eu pour résultat une amélioration des comptes des pays, mais elles se sont accompagnées d'une détérioration du revenu par tête et d'une paupérisation des actifs salariés (Abdeljelil Bedoui). Les programmes d'ajustement ont mis fin à un système cohérent, sans le remplacer (Fouzi Mourji, « Perspectives de la croissance économique au Maroc »). L'un des résultats inattendus des programmes d'ajustement structurels est paradoxalement la détérioration de la compétitivité des pays concernés (Karim Ben Hammouda). Ces derniers sont en quête d'une nouvelle spécialisation dans la division internationale du travail.

La contrainte externe aux économies des pays du Maghreb se renforce dans un environnement international où le marché retrouve ses titres de noblesse. L'on ne peut qu'être étonné dans ce cadre, que la contrainte externe liée au financement des trois économies n'ait été que succinctement signalée dans l'introduction de ce numéro. En effet, si le risque de rupture est écarté, le problème de surendettement demeure grave. Il en découle que les choix de développement sont dorénavant confondus avec les recommandations des institutions financières internationales. En outre, les besoins de financement sont toujours pressants et les trois pays restent en attente de capitaux étrangers qui n'arrivent que timidement malgré toutes les incitations.

Certains thèmes comme celui de l'émigration maghrébine (Raphaël-Emmanuel Verhaeren, « L'émigration maghrébine depuis 1946 »), auraient pu, à notre sens, être traités sous l'angle de la contrainte externe et de la croissance durable au Maghreb, l'émigration pouvant être présentée comme un moyen d'alléger cette contrainte. (Zahra Touache).

• GUERRAOUI Driss, RICHET Xavier – **Stratégies de privatisation. Comparaison Maghreb-Europe.** Rabat, Toubkal-L'Harmattan, 1995, 319 p.

Le thème des privatisations est l'un des mieux étudiés aujourd'hui dans toutes les disciplines des sciences sociales, en terme d'analyse économique des formes du capitalisme, à propos de son coût social (bouleversement d'un système de régulation et de distribution) et de ses conséquences politiques (rapport de l'état au marché). Divers lieux

d'observation sont particulièrement suivis, tant en Europe occidentale qu'en Europe de l'Est ou dans les pays du Sud, où les processus de privatisation répondent à l'évolution de différents modèles de développement économique.

Tout l'intérêt de cet ouvrage collectif est justement de s'inscrire dans une perspective comparatiste, qui intègre dans la réflexion à la fois une étude fine des volets des privatisations entamées au Maghreb, essentiellement sous l'impulsion des Programmes d'Ajustement Structurels, et une réflexion sur les enseignements à tirer de la confrontation de trois modèles de privatisation : dans un système capitaliste avancé, dans les pays d'Europe de l'Est où l'enjeu est de sortir du système socialiste de production et de s'intégrer à la concurrence internationale, et au Maghreb, où les privatisations correspondraient à l'enregistrement de l'échec des politiques de développement stato-centré. Après une introduction où sont présentés les termes de la discussion et notamment la question de la transposition, voire de l'exportation, des modèles européens aux économies maghrébines (Maroc et Tunisie essentiellement), l'ouvrage s'organise en trois parties : *les fondements et les logiques des modèles de privatisation* (en particulier un regard analytique sur la corrélation entre les privatisations et les formes multiples du capitalisme fondées sur la propriété privée et la concurrence); *les privatisations au Maghreb*; et *les privatisations en Europe*. Si dans chacune des sphères économiques, les stratégies de privatisation recouvrent des motifs différents, des problématiques communes apparaissent, concernant notamment les raisons et les implications politiques et sociales de la privatisation, ainsi que les retombées économiques internationales escomptées.

Dans tous les cas, plus qu'une simple opération technique, la privatisation, rappellent D. Guerraoui et X. Richet en introduction, recouvre « bel et bien un changement de l'ensemble du système d'organisation des activités et interpelle ainsi les choix fondamentaux de la société » (p. 9). Bien que chacun des auteurs s'interroge sur le type de capitalisme à promouvoir par leur biais, – « comment privatiser et que privatiser ? » (p. 317) –, leurs conclusions convergent : toute tentative de greffe des modèles est délicate et peu adéquate. Tout au contraire, c'est précisément à une attitude pragmatique qu'engagent les auteurs : instaurer des rythmes adaptés à chacun des cas, procéder de façon souple, sélective et différenciée, sans établir d'amalgames.

De ce point de vue, l'ouvrage constitue une mise en garde par rapport aux stratégies trop idéologiques ou univoques, en particulier pour ce qui est du rôle de l'Etat dans cette dynamique. Les privatisations, dans leur dimensions économiques et sociales, ne signifient pas pour autant un abandon systématique de tout recours au secteur public (encore particulièrement important dans le système de production), mais plus exactement, aux yeux des auteurs, une sorte d'ajustement, de rééquilibrage, une réponse à ses dysfonctionnements : « la privatisation est d'abord une option de redistribution du pouvoir économique entre l'Etat et le secteur privé » (p. 124). Ainsi les articles sur le Maghreb reposent sur l'hypothèse selon laquelle plus qu'un choix exclusif entre marché et Etat en matière économique, les privatisations semblent plus exactement participer à une recomposition de la distinction public/privé : « économiquement, l'Etat devrait animer sans supplanter les acteurs économiques et socialement, il devrait se consacrer à son rôle de chef d'orchestre de la dynamique sociale » (p. 128).

On retiendra également l'attention portée dans plusieurs articles sur l'occasion qui s'offre aux PME de se développer, et sur la potentielle constitution d'une classe moyenne qui pourrait en découler. Finalement, la question récurrente est la suivante : « cet échange dialectique d'allocation des ressources matérielles est-il à même de régénérer les rouages de la légitimation ? » (p. 176).

Le processus étant en cours, il demeure malaisé d'établir un bilan des privatisations au Maghreb. Cet ouvrage a néanmoins pour mérite de poser en termes différenciés et comparatifs leurs divers enjeux : économiques avant tout, sociaux pour ce qui est des coûts, politiques pour ce qui est de la nécessité d'un accompagnement public et étatique, mais aussi culturels, de modernisation et de transformations des structures du tissu social, les privatisations étant alors considérées comme vecteurs « d'images de la société, et de représentations du social » (p. 197). (Myriam Catusse).

• ZALLIO Franco – **L'Europa e il Maghreb. Riforme economica e competitività.** Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995, 121 p.

Dans le maigre panorama des études italiennes sur le Maghreb contemporain (voir notre étude « Bilan des études italiennes sur le Maghreb indépendant et perspectives prioritaires » in *Méthodologie occidentale en sciences humaines et sociales sur les pays arabes et la Turquie*, Tunis, Ftersi, 1996), le travail de F. Zallio, chargé de recherche à la fondation G. Agnelli est une heureuse exception : il s'agit d'une analyse ponctuelle, avec à l'appui une riche série de tableaux relatifs aux rapports économiques euro-maghrébins, des années 80 à la veille de la Conférence de Barcelone. Un regret toutefois : l'étude concerne surtout le Maghreb central. En ce qui concerne les ailes de l'UMA (Mauritanie et Libye) on ne trouve que quelques allusions marginales dans le chap. 4, consacré à la présentation des problématiques concernant « L'integrazione economica regionale e l'Union del Maghreb Arabo ».

Le Maghreb est aujourd'hui au centre de la tempête arabo-islamique qui agite la Méditerranée et qui conditionne, *volens molens*, l'UE sur tous les plans, au point que celle-ci ne cesse de dresser des barrières de protection qui en font « la forteresse Europe ». L'étude de Zallio se présente comme une approche de l'économie maghrébine, pour en saisir les données essentielles, tracer synthétiquement l'évolution des processus de l'économie intérieure et extérieure, puis les confronter à la réalité de son principal partenaire commercial et économique, l'UE, dont le Maghreb dépend pour 70 % de ses importations et de ses exportations. En vérité, devant une Europe communautaire en progrès, l'UMA est en pleine crise. Sous l'impulsion de l'UE et de la tendance de l'économie internationale à la libéralisation, les pays membres de l'UMA commencent à promouvoir de nouveaux accords de coopération économique avec l'UE, et, simultanément, à lancer des réformes structurelles concernant leurs propres économies, pour mieux s'insérer sur les marchés européens et internationaux comme le montrent le chap. 2 en ce qui concerne le Maroc et la Tunisie, et le chap. 3 pour l'Algérie. Ces processus de renouvellement sont ensuite analysés dans le cadre des perspectives nées des projets de *partenariat euroméditerranéen* dès le début des années 90 (chap. 5) à la suite des résultats décevants de la *politique méditerranéenne rénovée* (PMR) de l'UE, qui considère les pays maghrébins comme des partenaires essentiels pour la construction de la *zone de libre échange* (ZLE) en Méditerranée, prévue pour l'an 2010.

Il est important de signaler que ce travail de recherche, qui fait partie de la collection « *Contributi di ricerca* » s'adresse aux spécialistes de géo-économie et prend en considération toute une série de thèmes concernant directement ou indirectement l'Italie. En effet, l'appendice intitulé « L'interscambio commerciale tra l'Italia e il Maghreb » fait le point de la situation en s'appuyant sur une série de tableaux et de données mises à jour.

La Fondation Agnelli fait partie des nouveaux centres de recherches italiens qui plus que les milieux académiques, sont sensibles aux nouvelles dynamiques de la société italienne, stimulée par des réalités telles que l'émigration maghrébine, la crise structurelle des économies et des sociétés de la rive sud, la formation des regroupements régionaux et en particulier la dimension méditerranéenne. Ces nouveaux centres sont nés dans les milieux du monde financier et économique, dans celui des organisations non gouvernementales pour la coopération avec les PVD, au sein des organisations sociales et syndicales qui ont mis sur pied une stratégie de recherche capable de puiser ses instruments de recherche dans les sciences économiques, sociologiques, anthropologiques, écologiques, etc. En cela aussi, le travail de F. Zallio, trouve son originalité. (Michel Brondino).

• M'KADDEM Abdellatif – **Monnaie, inflation et financement de l'économie marocaine.** Casablanca, Afrique Orient, 1995, 189 p.

L'objectif de cet ouvrage est de placer la monnaie au cœur du processus de développement de l'économie marocaine, ce qui renvoie à l'analyse de son financement. L'auteur procède à un rappel de l'état d'avancement de la théorie économique quant au rôle de la monnaie dans le processus de développement économique. Une vérification empirique lui permet par la suite de situer le Maroc dans un courant théorique ou dans un autre (néo-classique, néo-libéral, keynésien). Une étape intermédiaire consiste à rappeler les spécificités que suggèrent les pays en voie de développement par rapport à ces schémas théoriques de

développement. Cette approche permet à l'auteur de conclure que l'économie marocaine vérifie l'hypothèse néolibérale de la complémentarité entre la monnaie et les autres actifs. La politique monétaire a pour objectif l'augmentation du rendement de la monnaie. La plupart des pays en développement ont pratiqué des taux d'intérêt bas et connu des taux d'inflation élevés. Au Maroc, ce n'est qu'à partir de 1982 que les taux d'intérêt réels sont devenus positifs. Parallèlement à une augmentation des taux d'intérêt, une augmentation de l'épargne a été observée. Cependant, la proportion de cette augmentation qui incombe à celle des taux d'intérêt ne peut être déterminée.

Les pouvoirs publics ont été incapables de contrôler l'offre de monnaie. La masse monétaire a donc augmenté de façon excessive. Deux théories s'affrontent pour expliquer l'inflation : pour l'une c'est un phénomène purement monétaire, pour l'autre l'inflation dans les pays en voie de développement est liée à des facteurs structurels. Dans le cas du Maroc, l'inflation s'explique, d'après l'auteur, à 75 % par des facteurs monétaires et structurels. Elle mobilise des ressources en faveur de l'Etat, sans mobilisation effective de l'épargne, ni augmentation de la croissance économique. Il conclut que la répression financière a limité le développement du secteur financier et a poussé à des investissements non productifs. (Zahra Touache).

• **KAMAL Abdelillah – Le choix libéral au Maroc et ses implications financières et commerciales.** Th. doct. d'Etat Sciences économiques, Univ. Mohammed V, Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales, Rabat-Agdal, Mohamed Raja Amrani (dir.), 1995, 399 p.

Dans une première partie, l'auteur analyse les facteurs qui ont déterminé le choix libéral du Maroc et met en lumière ses spécificités. Si, au lendemain de l'indépendance, le pays a opté pour le libéralisme, les raisons en sont multiples. En premier lieu, les références à l'islam et à la démocratie sont à l'origine de la reconnaissance du droit de propriété privée. Une deuxième explication tient à la nature de l'Etat marocain ; d'abord prolongement de l'Etat makhzénien, il avait besoin d'assises économiques fortes pour assurer la continuité. Certaines actions de l'Etat, comme la marocanisation et le développement de l'infrastructure dans les grandes villes visaient avant tout à s'allier de nouvelles couches sociales. De plus, l'Etat marocain est un Etat moderne qui disposait d'un héritage de la période coloniale et qui a pris exemple sur le modèle européen.

La politique menée dans le cadre des PAS constitue-t-elle un prolongement du choix libéral du pays ? L'auteur répond à cette interrogation en analysant le comportement de trois variables : taux de change, taux d'intérêt (traités en deuxième partie) et prix (en troisième partie). A partir du milieu des années 1980, le Maroc a entrepris une politique de libéralisation du taux de change. Les exportations et les importations ont été libéralisées ; certaines opérations courantes restant quand même plafonnées. Quant aux opérations en capital, si les investisseurs étrangers ont la liberté de transférer leurs capitaux et leurs revenus, sauf pour les investissements immobiliers pour lesquels le transfert n'est autorisé qu'après trois ans, les sorties de capitaux des nationaux restent étroitement contrôlées. La libéralisation totale exige des conditions qui ne sont pas encore réunies dans le cas de l'économie marocaine (une balance de paiement structurellement équilibrée, la capacité de l'économie à générer des devises...). Paradoxalement, les dévaluations successives n'ont pas amélioré la compétitivité des exportations. Les experts de la banque mondiale et du FMI expliquent cela par les politiques menées par les pays concurrents (en particulier la Turquie). Les monnaies de tous les pays qui ont appliqué les PAS ayant été dépréciées, les effets réciproques ont été annulés et seuls les pays développés ont pu payer moins cher leurs importations en provenance du tiers-monde. Toutefois, même si les dévaluations répétitives traduisent la faiblesse de l'économie marocaine, le pays a pu regagner la confiance des institutions financières internationales. Dans le cadre des PAS, le Maroc accorde de plus en plus d'importance au marché pour la détermination des taux d'intérêt. Cependant, du fait de la faiblesse du marché financier, l'Etat est appelé à intervenir inévitablement. Le pays est passé de taux d'intérêt trop faibles pour mobiliser l'épargne, à des taux trop forts pour stimuler l'investissement. La hausse des taux d'intérêt semble donc avoir réussi comme moyen de lutte contre l'inflation, mais son impact sur les crédits est moins évident.

La troisième partie de la thèse établit la relation entre le libéralisme économique et les prix dans le cadre des PAS. La véracité des prix est censée corriger les distorsions causées par des prix administrés. Elle touche principalement les biens et services produits par le secteur public. Elle se traduit par l'élimination des subventions et des contrôles de prix.

Dans le cas du Maroc, une première catégorie de biens et services a subi des hausses à plusieurs reprises, sans grandes distorsions. Quant à une deuxième catégorie regroupant des produits vitaux, la déréglementation de ses prix a produit de tels effets qu'elle a été à la base du mécontentement des couches sociales défavorisées.

Le système de subventions ne pourra être totalement démantelé que lorsque le niveau général des revenus réels le permettra. Les prix libéralisés ont connu une augmentation plus forte que l'inflation. La hausse a cependant été contrecarrée par les importations et la stagnation économique. Par ailleurs, la détermination des prix réels pose un problème lié à la structure du tissu industriel car les producteurs sont en général regroupés en associations professionnelles. Les salariés ont subi d'importantes pertes du pouvoir d'achat. Le marché du travail est de plus en plus soumis à la réglementation concurrentielle avec le risque d'une augmentation du chômage.

L'auteur conclut que « Le choix libéral au Maroc présente des particularités qui le font s'éloigner tant du modèle théorique que des expériences pratiques du capitalisme. » Il situe le véritable apport des PAS dans la mise en évidence des gaspillages et des principales distorsions qui ont caractérisé la politique antérieure. (Zahra Touache).

• ***Annales marocaines d'économie***, 11, printemps 1995.

Cette livraison de la revue est clairement orientée vers les problèmes de financement au Maroc. Deux articles émanent de professionnels de l'Office des Changes. D. El Moustaoui s'interroge sur le degré de participation des services au financement de la balance des paiements. Il constate une nette progression des échanges de services (imports et exports) et que le déficit de la balance des services est lié au poids du paiement de l'intérêt de la dette publique. N. Benaceur examine les trois sources externes principales de financement de l'économie marocaine : il remarque que malgré la crise de la dette extérieure, l'épargne intérieure et les sources externes de financement qui ne sont pas assorties de délais de remboursement sont insuffisamment mobilisées.

On trouve ensuite deux articles relatifs au *déficit budgétaire au Maroc*, de teneur et de portée très différentes. A. Berrada s'intéresse à la présentation des *rapports de la Banque Centrale du Maroc* en tant qu'instrument agrégé qui permet de mettre en évidence, de tronquer, ou de dissimuler certains paramètres à l'observation. Il conclut au caractère trompeur de la structure légale du tableau charges et ressources du Trésor et des soldes qui en découlent ; il met en lumière les divers traitements qui aboutissent à une sous-évaluation du déficit qui pourrait laisser croire à un succès des politiques de stabilisation financière.

M. Boussetta montre l'importance de considérer non seulement l'impact à court terme sur l'économie des déficits budgétaires, mais aussi les effets à moyen et long terme d'une succession de déficits sur l'accumulation de la dette publique, ainsi que les conséquences liées aux solutions adoptées pour leur financement.

M. El Kadmiri traite des conditions dans lesquelles a été instituée la TVA au Maroc, de son apport en terme de rendement fiscal et de l'influence qu'elle a exercée sur l'environnement économique. Son analyse situe la TVA comme l'aboutissement d'une crise aiguë des finances publiques relayée par le Programme d'Ajustement Structurel, et comme le « principal générateur fiscal et le facteur privilégié de reproduction de l'environnement économique et social ».

L'article de M. Abouch porte sur la mutation du système financier et la rénovation du mode de régulation monétaire au Maroc. Depuis 1991, le Maroc a mis fin à l'encadrement du crédit et tente d'instituer un mode de régulation monétaire par le taux d'intérêt auquel la Banque centrale accepte d'alimenter le marché monétaire, et par le montant des réserves que les établissements de crédit doivent constituer dans ses livres. Il s'interroge sur l'efficacité de cette réforme, constate qu'il existe actuellement un déphasage entre la régulation monétaire et les structures d'appui et précise les conditions essentielles pour améliorer la régulation par les taux.

Suivent deux articles complémentaires sur les questions du *financement des entreprises dans les pays en développement*. A. Balenghien s'intéresse à la micro-entreprise au Maroc, dont elle étudie les besoins et les sources de financement disponibles dans le système formel marocain. Sa conclusion sur l'inaccessibilité du marché officiel du capital à la plupart des ME l'amène à étudier leur financement informel. Elle passe en revue les initiatives marocaines d'appui au financement de la ME : les institutions, le système de caution mutuelle des Banques Populaires et ses difficultés; elle rend compte d'une approche différente de ces problèmes de promotion et de financement (structure « MADI-AMAPPE »). A. El M'kaddem part du constat que dans les pays en développement, un système financier peu performant et peu efficace (quant à la mobilisation de l'épargne notamment) coexiste avec un système financier informel occupant une place importante et regroupant un ensemble d'institutions mal connu et complexe sans relations efficaces avec les banques. Puis il décrit la nature et les composantes du marché financier non organisé, s'intéresse aux mécanismes de fixation des taux d'intérêt et présente les politiques d'abaissement des taux pratiqués par les PED. (Evelyne Disdier).

MAGHREB

– AYUBI Nazih N. (ed.) – **Distant neighbours. The political economy of relations between Europe and the Middle East, North Africa**. Reading, Ithaca Press, coll. International politics of the Middle East, 1995, 413 p.

Le titre de cet ouvrage collectif souligne le paradoxe des relations entre l'Europe et la rive sud de la Méditerranée : d'une part, une contiguïté non seulement géographique, mais aussi culturelle et économique, invite au rapprochement; mais de l'autre, l'élargissement de l'Europe et sa difficulté à penser son rapport au sud poussent à la marginalisation de celui-ci. La perspective globale de cet ouvrage, réalisé avant Barcelone avec l'aide de la CCE, reste valide. Elle se fixe sur les dépendances et interdépendances économiques entre nord et sud et leurs fluctuations autour du prix des hydrocarbures. Les douze contributions s'appuient sur de nombreux tableaux, dont les chiffres arrêtés entre 1990 et 1992 n'intègrent pas toujours la nouvelle donne économique héritée de la guerre du Golfe. Quatre textes portent plus particulièrement sur le Maghreb et ses stratégies d'indépendance ou de complémentarité à l'égard de l'Europe.

– Banque Mondiale – **Claiming the future. Choosing prosperity in the Middle East and North Africa**. Washington, The World Bank, 1995, 119 p.

– CIDC (Centre Islamique pour le Développement du Commerce) – **Le Commerce inter-islamique. Rapport annuel 1994**. Organisation de la Conférence Islamique, CIDC, 1995, 67 p.

– CIDC – ALLALI Badre Eddine (avant-prop.) – **L'Uruguay round. Enjeux et implications pour les pays islamiques**. Casablanca, CIDC, 1995, 238 p.

– CIHEAM (Centre international de hautes études agronomiques méditerranéennes) – **La sécurité alimentaire en Méditerranée**. Actes du séminaire de Cordoba (Espagne), 14-16 sept. Paris, CIHEAM, 1995, 203 p.

– Economic and Social Commission for Western Asia – **Bulletin of industrial statistics for the arab countries. 2. 1983-1993**. New York, ESCWA, 1995, 354 p.

– ALLAYA Mahmoud (coord.) – **Les agricultures maghrébines à l'aube de l'an 2000**. Montpellier, IAM, coll. Options Méditerranéennes. Etudes et recherches; B14, 1995, 376 p.

– ALLAYA Mahmoud – **MEDAGRI. Annuaire des économies agricoles et alimentaires des pays méditerranéens et arabes. 1995.** LENQUETTE Laurent (collab.), PRADEILLES Marie-Noelle (collab.), DEBABI Isabelle (collab.), ARFA Lamia (collab.), Montpellier, IAM, janv. 1995, 481 p.

– BISSON Jean, RICHTER Michaël, SGHAIER Mongi, *et alii*, LABAIED Hachemi (préf.) – **Les oasis au Maghreb : mise en valeur et développement**, Actes du séminaire du Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales de Gabès, 4-6 nov. 1994, *Cahier du CERES, série géographique*, 12, 1995, 319+33 p.

La complexité du problème des oasis se dégage de l'ouvrage du CERES qui permet une approche comparatiste régionale (études d'oasis en Tunisie, en Algérie, au Maroc et en Mauritanie). En mettant en lumière la dynamique actuelle de ces régions pré-sahariennes, ce sont les évolutions de la gestion et de l'aménagement des ressources naturelles qui sont évoquées dans leurs multiples formes d'organisation sociale et leurs techniques. Le poids de l'intervention des pouvoirs publics dans la mobilisation des ressources et leur gestion a contribué à déstabiliser les structures sociales traditionnelles. (Extrait résumé revue *Correspondances*).

– BISTOLFI Robert (dir.), PISANI Edgard (préf.) – **Euro-Méditerranée : une région à construire.** Paris, Publisud, coll. Espaces méditerranéens, 1995, 329 p.

– CENA DELGADO Félisa (coord.) – **Séminaire sur le développement rural.** Grenade, 4-7 octobre 1993, Grenade, Université euro-arabe, 1995, 171-7 p.

Au Nord et au Sud de la Méditerranée, la problématique du développement rural ne se pose pas dans les mêmes termes. Au Nord le monde rural souffre de la désertion des populations et de problèmes d'écoulement d'une production devenue excédentaire, alors qu'au Sud l'insuffisance de la productivité et le faible attrait actuel des villes augmentent la pression humaine sur le sol, conduisant à la désertification et à la non reproductibilité des ressources naturelles. Dans les deux cas toutefois, la recherche de solutions semble passer par la diversification du tissu économique. Le cas de la Tunisie est présenté par R. Ben Zid et M. Elloum. (Extrait résumé revue *Correspondances*).

– COUDE-GAUSSSEN Geneviève (dir.), ROGNON Pierre (dir.) – **Désertification et aménagement au Maghreb.** Paris, L'Harmattan, coll. Med-Campus; 8, 1995, 313 p.

– ESCALLIER Robert (dir.), SIGNOLES Pierre (dir.), IRETON F. (collab.), *et alii* – **Les nouvelles formes de la mobilité spatiale dans le monde arabe. Tome II.** Tours, URBAMA, 1995, 475 p.

Second volume d'un rapport de synthèse et d'analyses de cas réalisées à l'échelle nationale, régionale et locale pour des études comparées sur le thème : « Changement économique, social et culturel et modifications des champs migratoires internes dans le monde arabe ». Les contributions sont parties intégrantes d'une recherche sur « Mobilité des hommes et circulation des biens entre villes et campagnes dans les pays en développement ». Le premier chapitre traite des migrations, sociétés et espaces régionaux, le second des articulations entre migrations internes et migrations internationales, le troisième de l'insertion des migrants dans la ville et des problèmes économiques, sociaux et culturels et le dernier chapitre, des migrations pendulaires et de la mobilité résidentielle.

– MONTABES PEREIRA Juan, LOPEZ GARCIA Bernabé, DEL PINO Domingo (eds) – **Explosion demografica, empleo y trabajadores emigrantes en el Mediterraneo occidental. Monografias.** Universidad de Granada, Agencia Espanola de Cooperacion Internacional, AECI, 1995, 596 p.

Extrait du sommaire : La Méditerranée occidentale face au défi de la démographie et de l'emploi. L'exemple tunisien (Abdelfettah Ghorbel). Population, développement et emploi : le cas des pays arabes (Bichara Khader). La coopération euro-maghrébine et l'intégration économique de l'Afrique du Nord (Mahmoud Ourabah). La coopération entre los países comunitarios y las naciones magrebies. El problema del empleo (Andres Collado Gonzales). Cooperaçao Luso-Magrebina : o caso do ILAC (Benito Martinez y Manuel Pechirra). Emploi et croissance au Maghreb : bilan et perspectives des ressources humaines en Méditerranée occidentale : l'emploi (Abdelkader Sid Ahmed). Le développement et la stratégie de l'emploi au Maroc (Rachidi El Rhezouani). L'emploi féminin en Algérie (Fatiha Hakiki-Talahite). Education-Formation-Emploi pour relever les défis du développement : cas de la Tunisie (Faika Charfi). L'informel au Maghreb, une réponse à l'impératif de l'emploi ? (Chantal Bernard). Informel et continuité historique en Algérie (Nourine Djelovat). Les effets de l'émigration maghrébine sur les économies d'origine (Larbi Talha). La immigration marroqui en los ultimos veinte anos (Teresa Losada Campo). Sindicalismo magrebi y emigracion norteafricana en Europa. Una perspectiva espanola (Bernabé Lopez Garcia). L'U.M.A. et les nouveaux enjeux de l'émigration maghrébine dans la perspective de l'Europe de 1993 (Abdelkrim Belguendouz).

– PADILLA F. (dir.), DELPEUCH G. (dir.), LE BIHAN G. (dir.), MAIRE B. (dir.) **Les Politiques alimentaires en Afrique du Nord. D'une assistance généralisée aux interventions ciblées.** Paris, Karthala, 1995, 435 p.

– ZAMOUN Slimane (dir.), TABUTIN Dominique (dir.), KOUAOUCI Ali (dir.) – Population et environnement au Maghreb. *in* **Population et environnement en Méditerranée.** Colloque Rabat, 10 au 25 mai 1993, Louvain-la-Neuve, Academia ; Paris, L'Harmattan, 1995, 301 p.

– **Cahiers de la Méditerranée, Villes intermédiaires en Méditerranée,** 50-51, 3^e-4^e trim. 1995, 169, 161 p.

Ces deux fascicules constituent le rapport final au ministère de la Recherche et de la Technologie en 1995 d'une recherche bi-annuelle conduite par le Centre de la Méditerranée Moderne et Contemporaine sur le thème des *Villes intermédiaires en Méditerranée comme observatoire des permanences et des changements sociaux et culturels (18^e-20^e siècles)*, sous la direction de Robert Escallier, dans le cadre du Programme interdisciplinaire de Recherche sur la ville. Signalons parmi toutes les contributions celles qui intéressent le Maghreb : Un essai de synthèse (R. Escallier) ; Algérie : peut-on se passer des métropoles régionales ? (M. Cote) ; Les villes intermédiaires en Tunisie : place et dynamisme (A. Belhedi) ; Fès et Marrakech : évolution comparée de deux capitales régionales marocaines (J.-F. Troin) ; Constantine : métropole ou ville intermédiaire ? (B. Pagand) ; Pression démographique, environnement et développement global de la ville d'Oran (M. Bouchikhi) ; Mutations de l'espace et de la société dans la ville contemporaine de Kairouan (M. Kerrou) ; L'aménagement du grand Sfax : enjeu, jeu des acteurs et projet de villes (H. Dlala) ; Oran, métropole de l'Ouest algérien, d'hier à aujourd'hui (A. Dagorne et B. Fenet). (Voir aussi le compte rendu revue *Correspondances*).

– **Finances et développement au Maghreb – Le leasing instrument de financement du développement,** 16-17, juil. 1995, p. 94-185.

Cette livraison contient sept articles relatifs soit au leasing international, soit au leasing au Maroc et en Tunisie. Retenons pour notre champ : « Du leasing et de ses principales caractéristiques dans le monde » et « Le leasing international (El M. Bey), Le leasing en droit tunisien (B. Bel Haj Yahia), « Historique du crédit-bail au Maroc (A. Zerouali), « Le leasing ou crédit bancaire, que choisir ? » (N. Tarhouni), « Apport du leasing dans le financement au niveau global (Tunisie) » (A. Ben Bahri), « Apport du leasing dans le financement de l'économie au niveau sectoriel (Tunisie) » (S. Marrakchi).

- **Idara**, Compte rendu du séminaire « Evaluation des réformes économiques au Maghreb », 5 (2), 1995, p. 159-161.
- **Marchés tropicaux**, Le commerce de la France avec l'Afrique en 1994, 2577, 31 mars 1995, p. 674-677.
- **Mondes en développement, Contrainte externe et croissance durable au Maghreb**, 89-90, 1995, 176 p. (Analyse *supra*).
- ALIBON Roberto – L'Italie et le Maghreb dans la perspective du renouveau de la politique européenne, **Etudes Internationales**, 55, fév. 1995, p. 76-86.
- AMIN Samir, BEN HAMMOUDA Hakim, FOUNOU-TCHUIGOUA Bernard **Afrique et monde arabe. Echec de l'insertion internationale. Le sommet social des Nations Unies. Enlisement de l'Afrique et du Monde Arabe ou départ d'un développement humain ?** Paris, L'Harmattan, 1995, 186 p.
- BEN HAMMOU Abdellah – Position du GATT à l'égard des échanges commerciaux entre pays en développement, **Revue tunisienne de droit**, 1994, p. 197-227. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- BEN HDECH Mohamed – Le Commerce mondial des produits textiles : vers la réintégration du régime général du GATT, **Annales marocaines d'économie**, 12, été 1995, p. 45-53.
- BERKOFF Jeremy – **Une stratégie pour la gestion de l'eau au Moyen-Orient et en Afrique du Nord**. KOCH-WESER Caio (préf.), Washington, BIRD, 1995, 86 p.
- BUSUTTIL Salvino – **The Future of the Mediterranean**. DE MARCO Guido (forew.), SERRACINO INGLOTT Peter (pref.), Malta, Foundation for International Studies, 1995, 210 p.
- CAMPAGNE Pierre – Réseau Agriculture Familiale Comparée (RAFAC), **Correspondances**, 28, 1995, p. 10-13.
Est présenté ici le réseau RAFAC qui associe des chercheurs de différents pays travaillant sur l'agriculture familiale en Méditerranée.
- DENIEUIL Pierre-Noël – Atelier : entrepreneurs et entreprises au Maghreb, de l'inventaire des thèmes à l'identification d'un champ, **Annales marocaines d'économie**, 13, automne 1995, p. 137-148.
Organisé par l'IRMC et le GERRH à Rabat en juin 1995, l'atelier a permis de confronter des doctorants français, marocains, allemands et américains entre eux, puis avec des encadrants universitaires et des chercheurs. Il s'agissait de circonscrire un champ de recherche. Cette approche se doublait d'une rencontre inter-disciplinaire entre les concepts et cadres interprétatifs des économistes, des sociologues et des ethnologues. Ce texte est présenté comme une synthèse des journées de Rabat.
- DIMEGLIO Willy – **Pour un partenariat industriel avec le Maghreb et les PECO**. Paris, La Documentation Française, coll. Rapports officiels, 1995, 119 p.
Ce rapport au Premier ministre français met en lumière les enjeux stratégiques, politiques, économiques des relations de la France avec les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) d'une part, et avec le Maghreb d'autre part. Il montre que l'extension

des délocalisations des entreprises françaises dans les secteurs exposés (habillement, mécanique) bénéficient peu au Maghreb, pour lequel il propose un statut d'association pour le rapprochement avec l'Union européenne, sans toutefois mener à l'adhésion.

– EL KENZ Ali – Les ingénieurs et le pouvoir, *in Professions scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Egypte, Algérie. Revue Tiers-Monde*, 143, juil.-sept. 1995.

– EL YAHYAOUYI Yahya – Les télécommunications à l'épreuve des mutations : Etat, monopole, déréglementation et concurrence. Mahdi Elmandjra (préf.), Ed. Okad, 1995.

– GUERRAOUYI Driss, RICHET Xavier – **Stratégies de privatisation. Comparaison Maghreb-Europe.** Rabat, Toubkal/ L'Harmattan, 1995, 319 p. (Analyse *supra*).

– GHAZI Regaina – Evolution et perspectives de la conteneurisation dans le Maghreb, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (1), 1^{er} trim. 1995, p. 43-66.

– KEBABDJIAN Gérard, Le libre-échange euro-maghrébin : une évaluation macro-économique, *Revue Tiers-Monde*, 144, déc. 1995, p. 747-770.

– KHADER Bichara – **Le partenariat Euro-méditerranéen, Les Cahiers du Monde arabe**, 119-120, 1995, 69 p.

– KHOURY Nabil F., MOGHADAM Valentine M. – **Gender and development in the arab world : women's economic participation : patterns and policies.** London, Atlantic Highland, 1995.

– LANQUAR Robert – **Tourisme et environnement en Méditerranée : enjeux et prospective.** BATISSE Michel (préf.), Paris, Economica, coll. Les fascicules du plan bleu ; 8, 1995, 174 p.

– MARTINEZ Miguel Angel (préf.) – **Stratégies en Méditerranée. Assemblée parlementaire.** Strasbourg, Conseil de l'Europe, coll. Débats ; 1995, 108 p.

– OULD AOUDIA Jacques – L'Europe et sa proximité : le cercle vertueux des délocalisations, *Cahiers du GEMDEV*, Paris, oct. 1994, p. 49-58.

– RAHMANI Tahar, BEKKOUCHE Adda – **Coopération décentralisée. L'Union européenne en Méditerranée occidentale.** STASI Bernard (préf.), NAIR Sami (préf.), Paris, Editions Continent Europe, coll. Références européennes, 1995, 185 p.

Par deux acteurs-militants de la coopération décentralisée entre l'Union européenne et les pays méditerranéens, un bon guide pour ceux qui seraient tentés par un travail sur le terrain.

– RAY Nicholas Dylan – **Arab islamic banking and the renewal of islamic law.** London, Graham & Trotman, 1995, 195 p.

– TALEB Fatiha – Problème de la dette extérieure et contrat international de rééchelonnement, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (1), 1^{er} trim. 1995, p. 95-111.

- TALHA Larbi – Une zone de libre-échange entre le Maghreb et l'Europe, un projet par défaut, *Etudes Internationales*, 55, fév. 1995, p. 39-57.
- TALHA Larbi – Croissance, crise et mutations économiques au Maghreb (1970-1994), *Les Cahiers du Monde arabe*, 115, 1995, 50 p.
- TRIBOU Gary – **L'entrepreneur musulman. L'islam et la rationalité de l'entreprise.** Catherine WIHTOL DE WENDEN (préf.), Paris, l'Harmattan, 1995, 235 p. (Voir chapitre *Sociologie*).
- TROIN Jean-François, BAZIN Marcel, DESTREMAU Blandine, *et alii* – **Maghreb Moyen-Orient : mutations.** Paris, SEDES, coll. Dossiers des Images économiques du Monde ; 17, 1995, 348 p.
- ZALLIO Franco – **L'Europa e il Maghreb. Riforme economica e competitività.** Torino, Fondazione Giovanni Agnelli, 1995, 121 p. (Analyse *supra*).
- ZAOUAL Hassan – La Banque Mondiale à la recherche des valeurs africaines, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 63-71.
Rapport sur le séminaire réuni par la Banque Mondiale en 1994 sur le thème « la crise du développement en Afrique ». Cette nouvelle démarche de la Banque s'inscrit totalement dans le cadre de « l'économie institutionnelle » dont les travaux actuels centrent l'analyse sur les problèmes relatifs à la performance.

ALGÉRIE

- **L'Algérie en quelques chiffres 1993-1994.** Office National des Statistiques, Alger, ONS, 1995, 27 p.
- **Les aspects sociaux de la transition vers l'économie de marché. Expériences nationales : Allemagne, Hongrie, Pologne, Tchécoslovaquie, Algérie. Atelier international.** BOURENANE Lounès (trad.), BRAHIMI Redouan (trad.) – Bordj El Kiffan (Alger), 25-27 avril 1992, Alger, Editions Techniques de l'Entreprise, [1995], 184 p.
L'atelier a défini les problèmes économiques et sociaux posés par les redéploiements industriels et par l'entrée dans l'économie de marché de pays à économie socialiste planifiée. Les représentants ont cherché les instruments de régulation à mettre en place pour protéger les relations sociales (droit du travail, des sociétés...). En ce qui concerne l'Algérie : M. Ouzir (Ministère du travail), A. Sidi Said (UGTA). L. Bourenane (Union Nationale des Entrepreneurs publics) et A. Souames.
- **Demain l'Algérie. L'état du territoire, la reconquête du territoire.** RAHMANI Chérif (préf.), Alger, OPU, coll. Les dossiers de l'aménagement du territoire, [1995], 432 p.
- **Evolution du commerce international. Le GATT et la politique algérienne du commerce extérieur.** Alger, 30 janv.-2 fév. 1993, Alger, ISGP, [1995], 280 p.
Ce symposium a comporté trois séances plénières (Evolution du commerce international – Uruguay Round – Programme de travail du gouvernement en matière de commerce extérieur en Algérie). M. Djedouani, « Evolutions et perspectives de la politique du commerce extérieur en Algérie ». M. Ouahlima, « La nouvelle politique douanière ». M.

Belaïd, « La promotion des investissements et du partenariat ». M. Zoubeïdi, « Les conditions et règles de financement des opérations du commerce extérieur en Algérie ». M. Touati et M. Sekak, « Gestion et financement du commerce extérieur ». Cinq ateliers ont réuni des experts : « Les règles du GATT applicables aux tarifs douaniers », « Le financement et la promotion du commerce international », « L'Uruguay Round et le commerce mondial des produits agricoles », « Le commerce mondial du textile », « L'Uruguay Round et les services ».

– **Le nouvel ordre international et les intérêts des pays du Tiers Monde. Les actes du séminaire.** Blida, 24-26 mai 1993, Alger, OPU, [1995], 88 + 246 p.

Ce séminaire a pour objet d'informer les chercheurs algériens sur les « non-dits » des horizons du Nouvel Ordre International prônés par les pays développés et ainsi, de se positionner dans un futur proche. On trouvera pour la partie de l'ouvrage en langue française : l'analyse de l'impact et des conséquences pour les PVD de la dette extérieure (A. Lagha) ; les pays en développement face au marché mondial des produits agricoles et alimentaires (T. Kebichi) ; une étude prospective du système économique et monétaire mondial (M. T. Alloum) ; le rôle du programme des Nations Unies pour le développement (L. Jimenez-De Luis). Le dernier article concerne le comité des sanctions du Conseil de sécurité en tant qu'instrument du nouvel ordre international (le cas des sanctions contre l'Irak est ici traité).

– **Les Cahiers du CREAD, L'agropastoralisme en Algérie**, 38, 3^e trim. 1995, p. 8-110.

Quatre articles de la revue représentent une partie des résultats de la recherche entreprise depuis 1987 par le CREAD en collaboration avec le Haut Commissariat au Développement de la Steppe (Djelfa, Algérie), sur les zones steppiques algériennes, dans le cadre d'un réseau de recherche maghrébin. Le premier (S. Bédrani, S. Benadjila, M. Ghazi) « Contribution à la connaissance des zones steppiques algériennes : le résultat du suivi triennal d'agro-pasteurs de la steppe centrale », rend compte de la façon de vivre, de produire, de vendre et de consommer de groupes de populations steppiques. Le second et le troisième articles (Benadjila, Ghazi) « Perception, appréciation et utilisation des ressources pastorales par des agro-pasteurs de la wilaya de Djelfa » et « Enjeux des conflits à propos des terres de parcours » contiennent les observations de terrain, ordonnées par thèmes, des deux agronomes associés à cette recherche. Le quatrième (Dj. Hadj Ali) « La résidence et l'organisation familiale en milieu steppique algérien », montre comment certaines catégories utilisées dans les analyses et issues de travaux faits dans les pays développés ne sont pas toujours adaptées pour saisir toute la complexité des phénomènes sociaux des pays en voie de développement. Pour d'autres thèmes voir les articles de Bouyacoub et de Chehat.

– **Idara**, Compte rendu de la Table Ronde sur la modernisation des finances publiques, 5 (2), 1995, p. 153-157.

– ABDAT Nadia – Fiscalité des opérations d'assurance : portée de la réforme, **Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques**, 33 (3), 3^e trim. 1995, p. 527-540. (Voir chapitre *Droit et institutions*)

– AMZERT Malika – Les politiques de l'eau en Algérie depuis l'indépendance : de l'usage agricole à l'usage urbain, **Monde arabe, Maghreb-Machrek**, 149, juil.-sept. 1995, p. 35-55.

– ARDOUIN Caroline – Economie algérienne : quelles perspectives? **Monde arabe, Maghreb-Machrek**, 149, juil.-sept. 1995, p. 13-22.

– AZIZ Mounir, TAIBI Yacine – **Algérie 2000 : scénarios d'évolution.** Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 1995, 145 p.

– BENDIB Rachid – **Rente pétrolière et crise de l'ordre rentier en Algérie**. Alger, OPU, 1995, 82 p.

Six courts essais : les trois premiers étudient la rente pétrolière des pays de l'OPEP ; les trois autres concernent l'Algérie (De l'émergence à la crise de l'Etat rentier – La personnalité algérienne, du mythe au devenir – La lutte des textes et le devenir de l'Algérie).

– BENHALIMA A. – La régulation monétaire en Algérie, *Idara*, 5 (1), 1^{er} sem. 1995, p. 35-42.

– BOUCHEMAL S. – **Evolution récente de l'agriculture dans les Hautes plaines orientales algériennes (région d'Aïn Beïda)**. Th. doct. géogr., Univ. de Poitiers, 1994, 445 p.

– BOUDJEMA Rachid – **Le FMI en questions**. Alger, Atlas Editions, 1995, 135 p.

– BOUYACOUB Ahmed – Libéralisation des prix et consommation alimentaire des différents groupes sociaux, in **L'agropastoralisme en Algérie, Les Cahiers du CREAD**, 38, 3^e trim. 1995, p. 135-166.

Les effets sur la consommation alimentaire des mesures de stabilisation et d'ajustement structurel prises dès la fin des années 80.

– BOUZIDI N. – Le rôle de l'Etat dans l'économie, *Idara*, 5 (2), 1995, p. 45-66. Nature de l'intervention étatique en fonction des systèmes économiques en vigueur (économie de marché, économie planifiée). Les différentes phases qu'a connues l'Algérie sur ce plan, de 1966 à nos jours.

– CHAKIB Chérif – A propos du rééchelonnement et du rôle du FMI dans le processus d'ajustement économique, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (1), 1^{er} trim. 1995, p. 79-94.

– CHAKIB-ENNOUAR Cherif – L'inévitable rééchelonnement de la dette algérienne, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 55-62.

– CHEHAT Fouad – La recherche agronomique en Algérie, in **L'agropastoralisme en Algérie, Les Cahiers du CREAD**, 38, 3^e trim. 1995, p. 135-166.

Pourquoi la recherche agronomique n'a-t-elle donné que peu de résultats depuis l'indépendance ? (Première partie)

– COTE Marc – Une population poudrière : l'Algérie, in **Dynamiques actuelles de la population dans les pays méditerranéens, Méditerranée, revue géographique des pays méditerranéens**, tome 81, 2^e trim. 1995, p. 101-106.

– COTE Marc – Pour mieux comprendre l'Algérie d'aujourd'hui : quelques études géographiques, in **Dynamiques actuelles de la population dans les pays méditerranéens, Méditerranée, revue géographique des pays méditerranéens**, tome 81, 2^e trim. 1995, p. 128-130.

Analyses de quelques études portant sur la maîtrise de la croissance des grandes agglomérations (Ali Hadjiedj, à propos d'Alger, 1994) ; la genèse du réseau urbain algérien et sa structuration (M. Boukerzaza, pour l'est algérien, 1993) ; l'évolution des espaces ruraux de l'extrême nord-est algérien (S. Cherrad, Annaba et Guelma, 1993) ; l'évolution des campagnes algériennes (S. Bouchemal, Hautes plaines orientales algériennes, 1994) ; la perturbation et la détérioration de la société vues à travers les luttes électorales 1990-1991 (J. Fontaine 1990, S. Cherrad 1992).

- DEBBOUB Youcef – **Le Nouveau mécanisme économique en Algérie.** Alger, OPU, 1995, 183 p.
- DJEBARI Youcef – **La France en Algérie. Bilans et controverses. 1. La genèse d'un capitalisme d'Etat colonial. 2. Le développement d'un capitalisme d'Etat colonial. 3. Les limites d'un capitalisme d'Etat colonial. – 3 vol.** Alger, OPU, 1995, 809 p.
- GUERID Djamel Eddine – **Algérie : l'une et l'autre sociétés.** Oran, CRASC, mars 1995, 32 p.
Extrait d'un ouvrage collectif (L'Algérie : des principes de novembre à l'ajustement structurel). Etude des causes de l'échec du projet industrialiste de développement et de la transformation sociale, qui a en fait débouché sur la fracture sociale entre société moderne hégémonique et société traditionnelle, majoritaire et dominée.
- KADI Abdesselam – Limoges, A compte d'auteur, [1995].
Les Mouvements de terrain à la wilaya de Constantine (Algérie), 15 p.
La gestion des déchets urbains à la wilaya de Constantine, 19 p.
Les chemins de fer algériens. 14 p.
La gestion de l'eau à la wilaya de Constantine. 14 p.
- KHELFAOUI Hocine – Ingénieurs de production et médecins du travail : itinéraires et statut social, *in* **Professions scientifiques en crise : ingénieurs et médecins en Syrie, Egypte, Algérie**, *Revue Tiers-Monde*, 143, juil.-sept. 1995, p. 547-564.
- KHELLOUFI R. – A propos de l'article 75 de la loi n° 95-06 du 25-04-1995 relative à la concurrence, ou une nouvelle approche de la décision administrative? *Idara*, 5 (2), 1995, p. 147-152. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- MEKAMCHA Ghaouti – Le processus de développement économique national par les collectivités locales : mythe ou réalité, *Idara*, 5 (2), 1995, p. 67-75. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- SADOUDI Mouloud – La nouvelle politique d'investissement, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (3), 3^e trim. 1995, p. 587-590. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- SEMMOUD Bouziane – **Croissance urbaine, mobilité et changement social dans l'agglomération oranaise (Algérie)**, *Cahiers du GREMANO*, 12, 1995, p. 3-70.
Cet article est la première partie d'une étude plus large, sur le thème « Les processus d'urbanisation et d'aménagement du territoire en Algérie » plus particulièrement axé sur les grandes villes (Alger et Oran). (Voir compte rendu revue *Correspondances*).
- SID AHMED Abdelkader – **Un Projet pour l'Algérie : éléments pour un réel partenariat euro-méditerranéen.** Paris, Publisud, 1995.
- SI ZOUBIR Lyes – Le fonds monétaire au secours du régime, *Le Monde diplomatique*, 492, mars 1995, p. 6-7.
- TALEB Fatiha – Limites du secret bancaire et économie de marché, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (3), 3^e trim. 1995, p. 515-525.

– VERLET Martin (dir.) – **Coopérer avec l'Algérie. Convergences et solidarités.** Paris, Publisud, 1995, 155 p.

– YELLES-CHAOUCHE Bachir – Pour une revalorisation des ressources financières locales, *Idara*, 5 (1), 1^{er} sem. 1995, p. 19-33.

L'examen des budgets communaux de la wilaya d'Oran montre que les collectivités locales comptent essentiellement sur les ressources fiscales et accessoirement sur les ressources de gestion pour financer leurs dépenses. L'insuffisance de ces ressources pose le problème de leur revalorisation. Quels moyens utiliser pour développer leur rendement ?

– ZAHY Amor – Contribution du décret législatif n° 93-08 du 25 avril 1993 modifiant et complétant le code de commerce de 1975 à la libération de l'économie, *Revue algérienne des sciences juridiques, économiques et politiques*, 33 (1), 1^{er} trim. 1995, p. 31-42. (Voir chapitre *Droit et institutions*).

LIBYE

– Centre Français du Commerce extérieur (Paris) – **Libye : dossier de base.** Paris, CFCE, 29 mai 1995, 12 p. (*IMA*).

– NAAOUSH Sabah – L'évaluation de l'embargo contre la Libye, *Marchés tropicaux*, 2562, 50, 16 déc. 1994, p. 2610-2613.

La balance commerciale de la Libye est déficitaire depuis deux ans. La situation financière se détériore du fait de l'embargo décrété en avril 1992 par le Conseil de Sécurité et renforcé en décembre 1993 par le gel des avoirs libyens à l'étranger. Les sanctions actuelles ont des conséquences limitées qui devraient être surmontées par une politique économique et financière appropriée.

– NAAOUSH Sabah – Les finances extérieures de la Libye, *Marchés tropicaux*, 2596, 11 août 1995, p. 1702-1704.

Les problèmes des finances extérieures et intérieures de la Libye sont davantage liés à la baisse de la demande pétrolière des pays occidentaux qu'à l'embargo qui serait plutôt un facteur d'équilibre et de meilleure gestion financière.

MAROC

– Bank Al-Maghrib – **Exercice 1994. Rapport à sa Majesté le Roi.** Rabat, 1995, 137 p.

– Banque Marocaine du Commerce Extérieur – **Rapport annuel 1994.** BMCE, Rabat, 1995, 69 + 58 p.

– Banque Marocaine du Commerce Extérieur – **Le Maroc en chiffres. 34. 1994.** BMCE, Rabat, 1995, 137 p.

– Banque Marocaine du Commerce Extérieur – **Rapport annuel 1995.** Rabat, BMCE, 1995, 52 p.

– Direction de la Statistique – **Annuaire statistique du Maroc 1995.** Population (Minist.), Statistique (Dir.), Rabat, 1995, 546 p.

– Ministère de la Communication – **Maroc aujourd'hui.** Communication (Minist.), Rabat, 1995, 326 p.

Panorama économique du Maroc et bilan annuel dans les différents secteurs sociaux.

– Ministère des Finances – **Les Assurances au Maroc en 1994**. Finances et Investissements Extérieurs (Minist.), Assurances et prévoyance Sociale (Dir.), Rabat, [1995], 8 p.

– Ministère des Finances – **Rapport d'activité des entreprises d'assurances et de réassurances et des principaux régimes de prévoyance sociale 1994**. Finances et Investissements Extérieurs (Minist.), Assurances et Prévoyance Sociale (Dir.), Rabat, 1995, 131 + 135 p.

Rapport en quatre parties : la structure du marché des assurances, les opérations d'assurances (des personnes, les assurances dommages), l'activité financière et l'activité des organismes de prévoyance sociale (caisses de retraite...)

– Office des Changes – **Balance des paiements 1995**. Rabat, 1995, 211 p.

– BLANC François-Paul (ed.), TRACHEN Ahmed (ed.) – **Le droit marocain des fraudes sur les marchandises et son adaptation aux marchés extérieurs, Revue Franco-Maghrébine de Droit**, 3, 1995, 450 p.

Sur les questions de contre-façon, de répression, d'harmonisation des législations marocaines, maghrébines et européennes, sur l'évolution de la fonction du muhtasib, lire les articles Ch. Hen, A. Cabanis, F.-P. Blanc, F. Feral, E. Deveaux, S. Bourkani. (Voir aussi chapitre *Droit et institutions*).

– REFASS Mohammed (coord.), ZOUGGARI Ahmed (coord.) – **Les Rapports villes-campagnes sur la bordure méridionale du pays Jbala**. Rabat, Groupe Pluridisciplinaire d'Etude sur les Jbala, 1995, 75 + 53 p.

L'objectif de ce groupe à dominante géographique est de mesurer le rôle des villes du nord-ouest marocain dans la structuration de leurs rapports avec le monde rural qui les entoure. Trois villes aux fonctions différentes focalisent l'intérêt : Ksar el-kébir, Ouezzane et Fès.

– **Annales marocaines d'économie**, 11, printemps 1995. (Analyse *supra*).

– **Bulletin-Centre marocain de conjoncture**, 12, janv. 1995.

Quatre articles à signaler : Les tendances de la conjoncture : important redressement de l'activité économique en 1994. La nouvelle politique industrielle : à la recherche des avantages comparatifs. Situation de l'emploi au Maroc : une évolution défavorable nécessitant des mesures de correction et la réinvention d'un marché du travail. Réforme fiscale et libéralisation des secteurs pétroliers : une politique en marche.

– **Région et développement – L'économie marocaine** 1, 1995, 239 p.

N° thématique consacré aux divers aspects socio-économiques du développement régional au Maroc, fait suite au Colloque « Les stratégies du développement régional et national » tenu à Marrakech en octobre 1993. M. Catin analyse les étapes et les grands mécanismes sur lesquels repose la croissance régionale ; A. Bouhia, M. Catin et M. Mouime présentent « MINARE », modèle intégré national-régional de l'économie marocaine, comme une construction originale d'un modèle de simulation économétrique dynamique. Ils en exposent les mécanismes théoriques, retracent les évolutions de l'économie marocaine et tout particulièrement ceux de la région Centre du pays. M. Mignolet et S. Guiot s'interrogent sur la façon d'évaluer l'efficacité d'une politique régionale et l'impact de l'aide régionale sur le coût du capital. G. Benhayoun et S. Bazen évaluent l'impact sur le salaire du fait d'avoir fait des études, à partir de données individuelles et pour deux zones urbaines (Rabat-Kénitra et Casablanca). M. Bougroum et P. Werquin traitent de la mobilité géographique et du chômage des jeunes diplômés dans la région de Marrakech. M. Storper développe une approche comparative des pays et des régions à revenu intermédiaire en étudiant un nouveau modèle de concurrence basé sur le « learning ». L'ensemble des réseaux de transports au Maghreb est traité par M. B. Tlemçani.

– *Revue de droit et d'économie*, Actes du colloque **Les interventions économiques des collectivités locales**, n° spécial, 9, 1993, bilingue français-arabe, 271 + 121 p.

Après des approches générales (B. Belcaïd, A. Sedjari, M. Zriouli, M. Smires, M. El Merghadi, A. Farraï), et l'exposé de certaines expériences : à Fès (G. Saadni), en région Rhône-Alpes (A.M. Camparini), en France (J.-P. Bras), au Zaïre (C. Sumata), citons plus précisément des contributions relatives à des domaines d'intervention économiques des C.L. au Maroc : l'activité touristique (A. Zakar et M. Hillali); la production et la gestion des zones industrielles : le cas du grand Casablanca (A. Kaioua); l'habitat pour un projet de développement urbain à Tétouan (M. Salahddine); la production agricole et les ressources financières des communes rurales de Fès (M. Merghi). Suivent trois contributions sur les finances locales (M. Sbihi, A. El Kesri, M. El Ktiri).

– *Revue marocaine de droit et d'économie du développement, Croissance démographique et développement économique*, 36, 1995, 194 p.

Numéro spécial publiant les actes de la journée d'études pluridisciplinaire du 21 avril 1995 à la Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales de Casablanca-Aïn Chock dont l'objectif était d'analyser les premiers résultats du recensement général de la population et de l'habitat réalisé en septembre 1994.

– ADJI Mohamed – **La problématique de l'aménagement hydro-agricole du Tafilalet**. Mémoire de DES Sc. économiques, Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales de Fès, Hassan Drissi (dir.), 25 oct. 1995.

– AGGIOURI Nicolas – Conjoncture, ouverture politique et économique au Maroc, *Marchés tropicaux*, 2579, 14 avril 1995, p. 771-772.

– AKESBI Najib – L'agriculture marocaine d'exportation et l'Union européenne : du contentieux aux nouveaux enjeux, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 105-130.

– AZAM Jean-Paul – Tax incidence on agriculture in Morocco (1985-1989), *Middle East and North Africa, Discussion paper series*, 11, April 1994.

– BEKKALI Mohamed – Problématique de l'investissement industriel à Fès, *Revue de Droit et d'Economie*, Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales de Fès, 11, [1995], p. 67-78.

– BELGHAZI Sâad – Dynamiques nationales et régionales du secteur industriel marocain, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 5-43.
Cet article présente une partie des résultats du projet de recherche « Concurrence interne et compétitivité externe dans l'industrie marocaine », mené au Centre d'Etudes et de Recherches Aziz Belal (CERAB) de Rabat.

– BELLEMMOU Driss – **Qualité et compétitivité de l'entreprise industrielle : cas des entreprises industrielles de la région Fès Meknès**, Mémoire de DES Sc. économiques, Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales de Fès, Driss Boudahla (dir.), 16 déc. 1995.

– BENHLAL Mohamed – Migration interne et commerce au Maroc : réseaux et filières Soussis, in **Economies marocaines**, *Revue Maroc-Europe*, 8, 1995, p. 109-130.

Historique et caractéristiques de l'émigration Soussie qui développe une grande activité commerciale et dont les revenus sont de plus en plus réinvestis dans la région d'origine, contribuant ainsi à son développement.

– BENNABDENBI-DJERRARI Fettouma – **Marocaines et entreprises**. Casablanca, Le Fennec, Coll. Visibilité des Femmes ; 1995, 115 p.

Pour étudier la contribution des 6 000 marocaines à la tête d'entreprises structurées au Maroc, l'auteur a dressé dix portraits et établi une quarantaine de fiches signalétiques présentant le profil et le parcours de femmes entrepreneurs. (Voir résumé revue *Correspondances*).

– BERRADA Abdelkader – La loi de finances 1994 : les faiblesses structurelles des finances publiques, in Le gouvernement et la dérision, *Al Asas*, 121-122, 1995, p. 33-43.

Lecture très critique du budget 1994 de l'Etat. Notons que la revue *Al-Asas* n'a pas paru depuis ce numéro.

– BHIRI Salah – L'industrie pharmaceutique au Maroc, *Maroc Hebdo*, 4 (185), 7-13 juillet 1995, p. 18-23.

Présentation de l'industrie pharmaceutique marocaine qui, avec ses 25 laboratoires, sous forme de sociétés nationales ou de multinationales sans compter l'Institut Pasteur, couvre les besoins locaux à concurrence de 85 %, exporte et contribue au développement socio-économique du pays.

– BOUHIA Abdesselam, Performance extérieure et compétitivité de l'économie marocaine, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 67-82.

– BOUSSETTA Mohamed – Solde budgétaire et déséquilibre au Maroc 1972-1992, *Revue de Droit et d'Economie*, Université Sidi Mohamed Ben Abdallah, Faculté des Sciences juridiques, économiques et sociales de Fès, 11, [1995], p. 79-97.

– DAANOUNE Rachid – **La dynamique du marché des capitaux au Maroc**. Mémoire DES en Sciences Economiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Rabat, Ahmed Laaboudi (dir.), 1995, 290 p., dont annexes 100 p.

– DAOUDI Mohamed – **Formation professionnelle et développement socio-économique. Le cas du Maroc**. Mémoire DES en Sciences Economiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Rabat-Agdal, Abdelhamid Aouad (dir.), juil. 1995, 318 p.

– EL AOUI Nouredine – Europe-monde arabe : un espace économique à somme positive, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 131-136.

– EL HADDAD Mohamed – **L'inflation marocaine : 1960-1993. Un exemple d'inflation de sous-développement. Avec essai de vérification économétrique**. Th. doct. d'Etat Sciences économiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Rabat, Fathallah Oualalou (dir.). 1995, 668 p.

– EL MKADDEM Abdellatif – **Monnaie inflation et financement de l'économie marocaine**. Casablanca, Afrique Orient, 1995, 189 p. (Analyse *supra*).

– EL MKHANTAR Hassan – **La relation population-alimentation. Cas du Maroc**. Mémoire DES en Sciences Economiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Rabat, Abderahmane Brachmi (dir.). fév. 1995, 295 p.

– ESCALLIER Robert – Le Maroc, une transition démographique, *Méditerranée, revue géographique des pays méditerranéens*, tome 81, 2^e trim. 1995, p. 107-112.

– FOUIGUIG (Brahim), FECHTALI (Abderrazak) – **La comptabilité générale des entreprises marocaines : les enregistrements comptables en cours d'exercice**. Casablanca, Edit consulting, 1995, 270 p.

– GAGOU Abdelmajid – Un schéma causal pour l'économie marocaine, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 5-34.

Ce travail a un triple objectif : mettre en lumière les problèmes et les confusions qui apparaissent au sujet des concepts de corrélation et de causalité ; exposer le concept de causalité et la procédure de réalisation des tests ; donner une proposition sur les sens de causalités entre quelques variables économiques marocaines. (Résumé auteur).

– GUITOUNI Abdelkader – **Le Nord-Est marocain. Réalités et potentialités d'une région excentrée**. TROIN Jean-François (préf.), Oujda, Impr. BMFI, 1995, 474 p. cart.

Cette étude est abordée sous l'angle des rapports centre-périphérie. Après examen des indicateurs et des facteurs explicatifs de la marginalité du N.E., le second axe développé est relatif à la population et aux potentialités de la région. La troisième partie aborde ensuite l'organisation de l'espace et son fonctionnement dans le but d'aboutir à un essai de découpage régional du N.E., en fonction notamment des polarisations urbaines. Enfin, une dernière partie tente de faire un constat sur le développement et l'intégration du N.E. dans l'espace économique marocain et envisage l'évolution de la région dans ses rapports avec son environnement, à la fois au sein du Maghreb et vis-à-vis de l'Europe, aire d'immigration.

– GUITOUNI Abdelkader – Le Nord-Est marocain : espoirs et réalités d'une région excentrée, *Les Cahiers d'URBAMA*, 11, 1995, p. 95-10. Résumé de thèse par son auteur.

– GUITOUNI Abdelkader – L'oriental dans l'espace économique marocain, *in Economies marocaines, Revue Maroc-Europe*, 8, 1995, p. 99-108.

– HAMIMAZ Rachid – Etat et stratégies de fraudes au Maroc : l'exemple de la meunerie industrielle, *Revue Tiers-Monde*, 144, déc. 1995, p. 877-895.

– HIJRI Nour Eddine, MONTMARQUETTE Claude, MOURJI Fouzi – Les déterminants des résultats scolaires : étude économétrique sur la base d'enquêtes au Maroc, *Revue d'économie du développement*, janv. 1995, p. 53-75.

– HNAKA Atmane – **Taroudant et Ouled Teïma. Bipôle urbain du Souss (Maroc). Etude géographique**. Agadir, Université Ibnou Zohr, Fac. des Lettres et des Sc. Hum., coll. Thèses et mémoires, 1995.

- KAILOUA Abdelkader – Planification urbaine et production de l'espace industriel à Casablanca, *Annales de géographie*, 16, 1995, p. 147-185.
- KAMAL Abdelillah – **Le choix libéral au Maroc et ses implications financières et commerciales**. Th. doct. d'Etat Sciences économiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Rabat-Agdal, Prof. Mohamed Raja Amrani (dir.). 1995, 399 p. (Analyse *supra*).
- LAMZOUZI Mohamed – **Codes marocains des investissements. Recueil des textes législatifs**. Casablanca, Impr. Najah El Jadida, 1995, 214 p. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- M'KADDEM Abdellatif – **Monnaie, inflation et financement de l'économie marocaine**. Casablanca, Afrique Orient, 1995. (Analyse *supra*).
- MAAROUFI Ahmed – **La comptabilité financière des entreprises au Maroc. 2 tomes**. Rabat, Ed. Publimar, Hautes Etudes Comptables, 1995, 327 p. (Voir chapitre *Droit et institutions*).
- MAURER Gérard – Deux études sur l'urbanisation dans une région d'émigration internationale : la province d'Al Hoceïma, *Les Cahiers d'URBAMA*, 11, 1995, p. 120-122.
Présentation de deux mémoires de l'Institut National d'Aménagement et d'Urbanisme de Rabat : El Mossati Lahdi, « La dynamique urbaine actuelle dans le Rif central. Genèse et développement des centres urbains » (1993, 311 p.), et Znatni Mohammed, « Genèse, aménagement et développement d'un centre urbain du Rif central. Cas de la ville de Targuist » (1993, 281 p.).
- MAURER Gérard – Mohammed Refass : L'organisation urbaine de la Péninsule tingitane, *Les Cahiers d'URBAMA*, 11, 1995, p. 118-119.
Compte rendu de la thèse de Doctorat d'Etat de M. Refass, Université de Paris I, 1993, 444 p. L'auteur montre l'ancienneté de cette urbanisation et son évolution complexe. Dans les pays du Tiers-Monde où les activités tertiaires sont prépondérantes, villes et centre ruraux s'insèrent dans un système hiérarchisé conformément à la théorie des places centrales. La première moitié de la thèse étudie l'histoire de cette organisation jusqu'à la décolonisation comprise. La seconde présente l'étude du système actuel des places centrales, petites et grandes, de leur hiérarchie, de leurs aires d'influence et des réseaux qu'elles constituent.
- MEZZINE Abdellah – L'inégalité des revenus, facteur de régression de l'épargne, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 35-66.
- MIEGE Jean-Louis – Economie et société à Mogador, Les papiers d'Hubert Giraud (1889-1892), in **Economies marocaines**, *Revue Maroc-Europe*, 8, 1995, p. 51-88.
- MOHAMER Jamal – **Les transformations sociales et spatiales d'une petite ville marocaine : exemple de Chefchaouen**. Th. doct., Université de Toulouse-Le Mirail, Jean-Paul Laborie (dir.), 20 janv. 1995. (Voir résumé revue *Correspondances*).
- MOJUEGAN Benson A. – **History and underdevelopment in Morocco : the structural roots of conjuncture**. Munster ; Hamburg, Lit, coll. Monographs from the International African Institute ; London, 1995.

- OIJEMMAA Saïd – **Le contrôle des finances publiques au Maroc.** Casablanca, Wallada, 1995, 270 p.
- OULHAJ Lahcen – **Essai de conceptualisation du fonctionnement de l'économie marocaine.** Th. doct. d'Etat Sciences économiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales, Rabat-Agdal, M. Amrani (dir.), janv. 1995, 342 p.
 Sous quel paradigme (néo-classique ou keynésien) l'économie marocaine a-t-elle fonctionné durant la période antérieure au PAS et depuis? L'auteur examine dans quel cadre théorique et selon quels instruments était menée la politique économique marocaine et quel en a été le degré de cohérence.
- PEZELET Lydie – Développement touristique et société locale dans le Haut-Atlas central marocain : quelle production spatiale autochtone? *Correspondances*, 37, déc. 1995, p. 11-16.
- PIVOT Catherine – Quelques ouvrages sur le Maroc, in **Spécial Maroc : L'économie marocaine, Région et développement**, 1, 1995, p. 203-214.
 Bibliographie sur le développement économique au Maroc, la décentralisation, l'impact du nouvel accord du GATT en 1993 et la convertibilité monétaire.
- RACHIK Abderrahmane – **Ville et pouvoirs au Maroc.** Casablanca, Afrique Orient, 1995, 195 p. (Voir résumé revue *Correspondances*).
- REFASS Mohammed – **L'organisation urbaine de la Péninsule tingitane.**
 Th. Doctorat d'Etat, Université de Paris I, 1993, 444 p. (Voir le compte rendu de G. Maurer).
- SADIK Ahmed – **Economie du Maroc : accélération de l'histoire.** Rabat, Ed. de la Porte, 1995.
- SADIK Ahmed – Semi-libéralisme et affermissement du système socio-économique, in **Economies marocaines, Revue Maroc-Europe**, 8, 1995, p. 13-22.
 Politique économique et sociale du Maroc de 1960 à 1994.
- SEFRIOUI Fouad – La genèse de l'espace industriel du Grand-Casablanca 1912-1956. Une approche socio-historique, in **Economies marocaines, Revue Maroc-Europe**, 8, 1995, p. 131-149.
 Etude du dispositif législatif mis en œuvre durant la période coloniale, qui a permis le contrôle de la croissance urbaine.
- SEWELL David, TSIPOPOULOS Thomas, MINTZ Jack – Tax effects on investment in Morocco, *Middle East and North Africa. Discussion paper series*, Washington, World Bank, 15, 1995, 54 p.
- SMAILI Moulay Abdelhamid – Echanges commerciaux et société Oujdie à la fin du XIX^e siècle, in **Economies marocaines, Revue Maroc-Europe**, 8, 1995, p. 89-99.
- SOUDAN François, HAMID Tarik, ZNIBER Khalil – Maroc : la marche bleue, *Jeune Afrique*, 1794, mai 1995, p. 89-106.
 Le Maroc négocie un accord sur la pêche avec l'Union européenne.
- TOUTAIN O. – Le Maroc de la planification urbaine à la crise du logement, *Annales de géographie*, 16, 1995, p. 135-146.

- ZACRAOUI Mokhtar – **Décentralisation territoriale et développement socio-économique régional. Cas du Maroc.** Mémoire DES Sciences Economiques, Univ. Mohamed V, Faculté des Sciences juridiques économiques et sociales Rabat, Abderahmane Brachmi (dir.), 1995, 283 p.
- ZIATI LARBI – **Le Transport routier au Maroc : approche économique.** s.l., Ed. Ribat al-Fath, 1995, 275 p.
- ZRIOULI M'hmed, La nouvelle région économique au Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 83-104.

MAURITANIE

- DEMAÏN François – **L'industrie en Mauritanie.** Note réalisée sous la direction de Gilles Derazey, Paris, Direction des relations économiques extérieures, Poste d'expansion économique de Nouakchott, Coll. Notes des postes d'expansion économiques, Paris, 20 p. dactyl. (*IMA*).

TUNISIE

- Banque Centrale de Tunisie – **Balance des paiements de la Tunisie 1993.** BCT, Tunis, 1995, 146 p.
- **Guide économique de la Tunisie 1995.** Tunis, Information Economique Africaine, 1995, 687 p.
- Institut National de la Statistique – **Recensement général de la population et de l'habitat 1994. Ménages et conditions d'habitat.** Développement Economique (Minist.) INS, Tunis, juin 1995, 161 p.
- Institut National de la Statistique – **Annuaire statistique de la Tunisie. 37. 1994.** INS, Tunis, 1995, 272 p.
- Institut National de la Statistique – **Statistiques du commerce extérieur. 26. 1995.** INS, Tunis, 1995, 494 p.
- Ministère Plan et Développement Régional – **Budget économique 1995.** Tunis, 1995, 137 p.
- Office des Ports Nationaux Tunisiens – **Rapport annuel 1994.** OPNT, Tunis, [1995], 75 p.
- **Tunisie. Réalisations 1987-1994.** Tunis : s.l., 1995, 11 fasc.
- BEN HAMMED Ridha (dir.), THERON Jean-Pierre (dir.) – **Structures rurales et organisation des marchés, contribution à la connaissance des expériences tunisienne et française.** Toulouse, Presses de l'IEP, 1995, 211 p.

Le recours au comparatisme et à la pluridisciplinarité des études dans cet ouvrage permet de mettre en perspective de façon très riche le développement agricole et rural en Tunisie et celui qu'ont connu les campagnes françaises. Les éléments de structure étudiés ici sont le statut de la terre, les modes de transmission de la propriété foncière, les ressources naturelles (en particulier l'eau pour la Tunisie), les différentes formes d'exploitation

individuelles ou collectives, tous possibles paramètres à prendre en considération dans une politique de développement agricole et rural, à replacer dans un contexte de transformations rapides de l'environnement de l'agriculture tunisienne (désengagement de l'Etat, libéralisation et mondialisation de l'économie).

– BEN SALAH H. (dir.), ROUSSILLON H. (dir.) – **La Représentation des intérêts professionnels en Tunisie**. Toulouse, Presses de l'IEP; Tunis, Fac. de Droit et des Sc. Politiques, 1995. (Voir chapitre *Droit et institutions*).

– BOUJARRA Ahmed (dir.), TLITA Hassouna (dir.), MZOUGHJI Nouredine (dir.) – **La Tunisie orientale**. Sousse, Univ. du Centre, 1995.

– CHERIF Abdallah (coord.), KASSAH Adelfettah (coord.) – **L'Eau et l'agriculture irriguée en Tunisie**. Tunis, 20-21-22 mai, Tunis, Fac. des Lettres de la Manouba, 1995, 210 + 77 p.

Quatre axes de réflexion et de recherche ont orienté les interventions à ce séminaire : les ressources en eau de la Tunisie (actuel et perspectives), l'optimisation de l'utilisation de l'eau dans les périmètres irrigués, l'accès à l'irrigation et les problèmes de mise en valeur, l'irrigation et le développement régional. (Voir compte-rendu revue *Correspondances*).

– LAHZAMI M. (dir.), ZGHAL R. (dir.) – **Nouvelles approches des systèmes de concurrence**. Sfax, Fac. des Sc. Econ. et de Gestion, 1995.

– ZARTMAN William I. (ed.) – **Tunisie. La politique économique de la réforme**. Tunis, Alif-Les Editions de la Méditerranée, 1995, 253 p.

Cet ouvrage collectif, divisé en quatre parties, traite de « la réforme politique » vers la démocratie (W. Zartman, S. Waltz, E. Bellin, C.H. Moore), de la « restructuration économique » (R. Ferchiou, P.D. Pelletreau, B.K. Larson, C. Potter, A. Showler), de la « résistance sociale », nouvelle stratégie de la tendance islamique, (A. Zghal), de la « réforme et les relations extérieures » (M.J. Deeb et E. Laipson).

– **Conjoncture. Etudes et informations économiques de Tunisie**.

Budget économique 1995, in **Budget 1995**, 188, janv.-fév. 1995, p. 28-56.

Bilan de l'année 1994. (Dossier), 189, mars 1995, n.p.

L'évolution de la politique des prix en Tunisie. [Dossier], 191, mai-juin 1995.

La Tunisie à l'heure du libéralisme économique. Radioscopie d'un processus. [Dossier], 192, juil.-août, n.p.

La Tunisie et l'Union Européenne, 193, sept. 1995, n.p.

– **Revue tunisienne d'économie et de gestion**, 12, juin 1994.

Signalons les articles de T. Ben Marzouka, A. Belkhiria, R. Gouia, K. Naji et A. M'barek. (Voir résumé revue *Correspondances*).

– AUCLAIR Laurent, SANDRON Frédéric – Dynamique Population-Environnement (DYPEN), **Correspondances**, 31, 1995, p. 10-16.

La représentation de l'ORSTOM en Tunisie a mis en place, en coopération avec des institutions tunisiennes, un collectif de recherche pluridisciplinaire dont l'objectif est l'appréhension des relations entre les populations tunisiennes et l'environnement.

– AZLOUK Rachid – Croissance urbaine et logiques familiales. Le cas de Zarzis (Sud-Est tunisien), **Correspondances**, 27, 1995, p. 8-14.

– BEN-AMARA Samira – La restructuration industrielle. Un nouveau programme (dossier) in, **Conjoncture** (Tunis), 187, déc. 1994, 8 p.

– BEN JELLOUL Mourad – Bizerte (Tunisie) : promotion foncière et immobilière et croissance de l'espace urbanisé, *Les Cahiers d'URBAMA*, 11, 1995, p. 101-106.

Résumé par l'auteur de sa thèse qui étudie les mécanismes généraux de la promotion foncière et immobilière dans le contexte d'une ville d'un pays en voie de développement, fortement marquée par ses conditions géo-historiques, en particulier par l'intervention coloniale. L'étude s'oriente plutôt vers la filière de production publique et capitaliste privée tout en tenant compte des autres filières (production individuelle légale ou clandestine). La promotion comme mode de production foncière et immobilière n'est pas dominante à Bizerte. L'auteur en étudie les causes et les conséquences. Sa démarche s'articule autour de trois axes : connaissance approfondie des événements historiques qui ont généré la situation ; connaissance des stratégies, des objectifs et des ressources économiques de promoteurs ; interrogation sur les formes clandestines de production du sol ou de logement qui entrent en concurrence avec les promoteurs publics ou privés.

– BERAUD Philippe – Tunisie-CEE : Les enjeux des accords d'association, *Les Cahiers de l'Orient*, 38, 2^e trim. 1995, p. 57-76.

– BOURAOUI Soukaïna – Pour un droit des déchets nucléaires en Tunisie, *Revue tunisienne de droit*, 1995, p. 145-153.

– CALLIES DE SALIES Bruno – Politique sécuritaire et croissance économique, *Les Cahiers de l'Orient*, 38, 2^e trim. 1995, p. 77-97.

– CHERIF Slaheddine, KAMMOUN Maher – **L'entreprise publique en Tunisie**. Tunis, éd. CERP, 1994.

– DAMMAK Abdessalem – Conditions et stratégie de mobilisation des ressources extérieures, *Revue tunisienne d'administration publique*, 15, 1^{er} trim. 1995, p. 53-58.

– DOUGUI Nouredine – **Histoire d'une grande entreprise coloniale : la Compagnie des phosphates et du chemin de fer de Gafsa 1897-1930**. Tunis, Fac. des Lettres de la Manouba, 1995.

– ELLOUZE Abderrazek – Problèmes d'asymétrie d'information sur le marché d'assurance-automobile et études des mécanismes susceptibles de contrôler les inefficacités causées par les externalités et le risque moral, *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 175-198.

– FADHLAOUI J., KRIMI K. – Tunisie-CEE. [Dossier], *Conjoncture. Etudes et informations économiques de Tunisie*, 190, avril 1995, n.p.

Examen de l'accord de partenariat tuniso-européen et recommandations de la conférence de sensibilisation à cet accord qui s'est tenue le 28 mars 1995, afin de responsabiliser les entreprises tunisiennes.

– FANTAR M'hamed, TROUSSET Pol, DJELLOUL Néji, *et alii* – La pêche côtière en Tunisie et en Méditerranée, *Cahier du CERES série géographique*, 11, 1995, 335 + 28 p.

Les communications présentées à ce colloque ont été réparties en quatre axes de réflexion : la pêche au Maghreb dans l'antiquité et au Moyen-âge ; la pêche et l'environnement ; le potentiel halieutique et les techniques de pêche, les aspects socio-économiques de la pêche. Des aspects comparatifs avec la France, l'Italie et la Mauritanie.

– HADDAD L. – Economic liberalisation in Tunisia : a balance sheet, *Middle East Business and Economic Review*, 1995, p. 29-40.

- LIMAM Ziad, GHARBI Samir, KEFI Mohamed Ridha – Tunisie : tourisme : le second souffle, *Jeune Afrique*, 1822, déc. 1995, p. 75-122.
Le tourisme, atout majeur de l'économie tunisienne diversifie ses produits. L'investissement de l'Etat rend le Grand Sud accessible.
- M'BAREK Alaya – Modèle VAR, cointégration et commerce extérieur tunisien, *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 57-70.
- MONCEF Mohamed, OUNAIES Skander, M'RAD Néjib, *et alii* – Une esquisse de modèle de gestion de la dette extérieure : cas de l'économie tunisienne, *Finances et développement au Maghreb*, 16-17, juillet 1995, p. 10-30.
Présentation d'un modèle économétrique de gestion de la dette extérieure pour suivre plus efficacement l'évolution de la balance commerciale, et pour atténuer l'impact des incertitudes inhérentes à la conjoncture internationale (caractère imprévisible des mouvements divergents des taux de changes entre les monnaies de référence, sur le calendrier des remboursements de la dette).
- NAAOUSH Sabah, KRIMI B. – La production pétrolière en Tunisie, *Marchés tropicaux*, 2606, 20 oct. 1995, p. 2281-2283.
- OUESLATI Ameer – Les Iles de la Tunisie, Paysages et milieux naturels : genèse, évolution et aptitudes à l'aménagement d'après les repères de la géomorphologie, de l'archéologie et de l'occupation humaine récente, *Cahier du CERES série géographique*, 10, 1995, 365 p., phot., cart.
- SANTELLI Serge – **Tunis, creuset méditerranéen**. Paris, Les éditions du Demi-Cercle, CNRS éditions, 1995, 126 p.
- SMIDA Mounir – La libéralisation partielle du taux d'intérêt en Tunisie, *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 81-112.
- SOBH Samir (interv.) – Tunisie-UE : le partenariat dans tous ses états, *Arabes*, 107, nov. 1995, p. 30-41.
Contenu du traité signé par la Tunisie avec l'Union européenne.
- YAICH Wahid – Approche intégrée de l'évolution des performances financières d'entreprises industrielles : Application au secteur des industries de matériaux de construction céramique et verre (IMCCV), *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 199-223.
- ZERELLI Sadok – Le péage optimal des autoroutes en Tunisie, *Finances et développement au Maghreb*, 16-17, juil. 1995, p. 36-59.

Bibliographie en langue arabe

MAGHREB - MONDE ARABE - GENERALITES

- دليل الخبراء العرب في مجال الطاقات المتجددة.

- **Guide des experts arabes dans le domaine des énergies renouvelables**, Tunis, ALECSO, 1995, 124 p.

- أبو سنيينة (محمد عبد الجليل) ، صوفي(منور) ، بوشينخي (محمد) و حسين (الطاهر) وآخرون - العلاقات الاقتصادية البينية لبلدان المغرب العربي في مواجهة التكتلات الخارجية.

- ABŪ SINĪNA (MUḤAMMAD °ABD al-ĠALĪL), SŪFĪ (MUNAWWAR), BŪŠĪḤĪ (MUḤAMMAD) *et al.* - Les relations économiques inter-maghrébines face aux blocs extérieurs, *Annales marocaines d'économie*, numéro spécial, hiver 1995, 189 p.

Ce numéro spécial regroupe les communications du congrès de l'Union maghrébine des Economistes (Rabat, 26-27 mai 1994). Une première partie réunit les articles sur le développement des relations économiques inter-maghrébines : M. A. Abou Sinina, M. Soufi, M. Bouchikhi et T. Hocine, M. El-Mouqaddem, A. El-Fitouri et de M. Mourabitin. La seconde partie concerne le Maghreb en relation avec le reste du monde : M. El Hadari (avec les grands blocs mondiaux), M. El-Kathiri et H. El-Sabar, A. al-S. Damaq, F. A. Oualalou, A. Manissi (Maghreb-Europe), M. Labidi (avec l'Afrique).

- بنونة (عبد العزيز) ، - البيئة والتنمية على ضوء إشكالية الطاقة.

- BANNŪNA (°ABD al-°AZĪZ) - L'environnement et le développement à la lumière de la problématique de l'énergie, *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 101-126.

- بوستيل (ساندرا)، شايانان (محمد)، ترجمة - مواجهة مشكلة الخصائص في الماء -.

- BŪSTĪL (SANDRĀ) - Faire face à la rareté de l'eau, ŠĀYNĀN (MUḤAMMAD), trad., *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 213-260.

Etude détaillée des ressources mondiales en eau, des débits à usage agricole, industriel et domestique, avec un état alarmant des prévisions pour l'an 2010.

- جاكوبسون (جودي) ، شايانان (محمد) ، ترجمة - من أجل نحو التمييز بين الجنسين في التنمية.

- JACOBSON (JODY) - Eliminer les disparités entre les sexes dans le développement, ŠĀYNĀN (MUḤAMMAD), trad., *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 58-100.

- حافظ (سعد الدين) ، - هل يوجد علم اقتصاد اسلامي ؟.

- ḤAFĪZ (SA°D ad-DĪN) - Y-a-t-il une science économique islamique ?, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 19-26.

- السليمي(منصف)، - اعلان الدار البيضاء تسوية بين مطالب السياسي ومصالح الاقتصادي.

- al-SALĪMĪ (MUNŠIF) - La déclaration de Casablanca, l'équilibre entre les exigences du politique et les intérêts de l'économique, *al-MUSTAQBAL al-°ARABĪ*, 193, mars 1995, p. 19-29.

- صايغ (يوسف)، - التنمية العربية : من قصور الماضي الى هاجس المستقبل.

- ŠĀYYĪĠ (YŪSĪF) - Le développement arabe : des limites du passé aux préoccupations de l'avenir, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 5-59.

- الطيار (صالح بكر)، تقديم - التحديات الاقتصادية للعالم العربي في مواجهة التكتلات الدولية.

- **Les défis économiques au monde arabe dans la confrontation des cartels internationaux**, al-ṬAYYĀR (ŠĀLIḤ BAKR), préf., Paris, MARKAZ al-DIRĀSĀT al-ʿARABĪ al-ʾURŪBBĪ, 1995, 557 p. in Actes de la troisième conférence internationale, Centre d'Etudes arabo-européennes, 9-11 janv. 1995, Paris.

- العوفي (نور الدين)، - التنمية العربية المستقلة، ابدالاتها ومداراتها.

- al-ʿAWFĪ (NŪR ad-DĪN), - Le développement arabe indépendant : paradigmes et trajectoires, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 77-86.

- العيسوي (إبراهيم)، - الغات و أخواتها : النظام الجديد للتجارة العالمية و مستقبل التنمية العربية.

- al-ʿISSAWĪ (ʾIBRĀHĪM) - **Le GATT et ses frères. Le nouvel ordre du commerce international et l'avenir du développement arabe**, Beyrouth, MARKAZ DIRĀSĀT al-WAḤDA al-ARABIYYA, 1995, 159 p.

- الفيروي (محمد)، - مقتضيات التصرف المصرفي في اقتصاد متحول.

- al-FIRĪWĪ (MUḤAMMAD) - Exigences de la gestion bancaire dans une économie en mutation, *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 9-20.

- الكتاني (عمر) - حركية الراسمال العربي والنظام الإقتصادي العالمي -

- KITTĀNĪ (ʿUMAR) - La mobilité du capital arabe et le système économique international, *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 87-92.

- المريني (عبد الجواد)، - معطيات عامة حول تلوث البيئة المائية.

- al-MARĪNĪ (ʿABD al-ĠAWWĀD) - Données générales sur la pollution de l'environnement aquatique, *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 261-278.

- المرقلبي (المنصف)، المقدم (المنجي) - تنقل الأموال بين البلدان المغاربية : الواقع والآفاق.

- HARQLĪ (MUNŠIF), al-MUQADDAM (al-MUNĠĪ) - La circulation des capitaux entre les pays du Maghreb : réalité et perspectives, *Revue tunisienne d'économie et de gestion*, 13, juin 1995, p. 21-39.

- ولعلو (فتح الله)، - التنمية العربية بين العولمة والجهوية. تعقيب على "التنمية العربية"، من

قصور الماضي الى هاجس المستقبل.."

- WALA[°]LŪ (FATH al-LĀH), - Le développement arabe entre la mondialisation et la régionalisation. Commentaire sur "Le développement arabe : des limites du passé aux préoccupations de l'avenir", *Annales marocaines d'économie*, 12, été 1995, p. 61-75.

ALGERIE

- مقدم (سعيد)، - عقلنة اختيارات الميزانية.-

- MUQADDAM (SA[°]ĪD) - La rationalisation des choix budgétaires, *Idara*, vol. 5, n[°]1, 1995, p. 65-72.

- يوسف (ناصر)، - التبعية الاقتصادية وأثرها في صنع القرار السياسي : دراسة حالة الجزائر.-

- YŪSUF (NĀṢIR) - La dépendance économique et son influence dans l'élaboration de la décision politique : étude du cas de l'Algérie, *al-MUSTAQBAL al-[°]ARABĪ*, 191, janv. 1995, p. 117-131.

MAROC

- الأسعد (محمد)، - الأمن الغذائي المستديم بالمغرب.-

- al-'AS[°]AD (MUḤAMMAD) - La Sécurité alimentaire permanente au Maghreb, *Annales marocaines d'économie*, 11, printemps 1995, p. 3-19.

- بنمير (المهدي)، - الجماعات المحلية والممارسة المالية بالمغرب.-

- BINMĪR (al-MAHDĪ).- **Les groupements locaux et les opérations financières au Maroc**, Marrakech, al-MATBA[°] WA al-WARAQA al-WAṬANIY-YA, 1994, 244 p.

- عبد الفضيل (محمود)، - برامج الاصلاح الاقتصادي الهيكلي في مصر والمغرب بين المامول والمتوقع.-

- [°]ABD al-FUḌAYL (MAḤMŪD) - **Les programmes du réajustement structurel économique en Egypte et au Maroc, entre ce qui est espéré et ce qui est probable**, Beyrouth, MARKAZ al-DIRĀSĀT al-'ISTRĀTĪĠIYYA WA al-BUḤŪT WA al-TAWṬĪQ, 1994, 138 p.

- عبد اللوي (محمد)، - ملاحظات حول اوضاع المغرب الاقتصادية في النصف الثاني من القرن الثامن عشر.-

- [°]ABD al-LĀWĪ (MUḤAMMAD) - Observations sur la situation économique du Maroc dans la seconde moitié du XVIIIème siècle, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 13-18.

- العياشي (علا)، البختي (يوسف علال)، - تنشيط البرصة وتنمية سوق الرساميل بالمغرب.

- al-'AYĀŠĪ ('ĀLĀ), al-BAḤTĪ (YŪSUF 'ALLĀL) - Dynamisation de la Bourse et développement du marché des capitaux au Maroc, *Annales marocaines d'économie*, 13, automne 1995, p. 5-12.

- فخاوي (محمد)، أرح (محمد)، منبوي (محمد)، - الوضع الحالي للبيئة بالمغرب.

- FIḤĀWĪ (MUḤAMMAD), 'ARAḤU (MUḤAMMAD), MINĪWĪ (MUḤAMMAD) - La situation actuelle de l'environnement au Maroc, *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 164-188.

- الفلاح (بوشتي)، - المقومات الطبيعية بالمغرب بين استنزاف الموارد وهاجس حماية البيئة.

- al-FALLĀḤ (BŪŠTĀ) - Les ressources naturelles au Maroc entre le tarissement et l'obsession de la protection de l'environnement, *al-MANĀHIL*, 46, mars 1995, p. 189-201.

TUNISIE

- نتائج التعداد العام للسكان والسكنى لسنة 1994 : الأسر وظروف السكن.

- **Résultats du recensement général de la population 1994 : familles et conditions de logement**, Tunis, Institut National de Statistiques, 1995, 164 p.

- المثناني (رضا)، - دور وسائل الإعلام في الإفصاح عن المعلومات بالبورصات العربية.

- MITNĀNĪ (RIDĀ) - Le rôle des médias dans la diffusion d'informations sur les bourses arabes, *Revue Tunisienne des Sciences de Communication*, 27, premier semestre 1995, p. 7-26.

Etude de la diffusion de l'information sur l'activité de la Bourse des valeurs mobilières de Tunis en 1987.

- الوسلاتي (عامر)، دلالة (الحبيب)، الشريف (عبد الله)، وأخرون دلالة (الحبيب)، إشراف

- مسائل في تهيئة التراب والبيئة في تونس.

- al-WUSLĀTĪ ('ĀMIR), DALĀLA (al-ḤABĪB), al-ŠARĪF ('ABD al-LLĀH) *et al.*, DALĀLA (al-ḤABĪB), ed. - **Questions d'aménagement du territoire et de l'environnement en Tunisie**, Tunis, Cérès, 1995, 159 p.

Cet ouvrage à plusieurs voix traite de questions écologiques et pose la problématique des rapports existant entre l'activité économique en général, le bien-être individuel et collectif et la conservation du milieu naturel. Thèmes développés : les questions hydrauliques, l'aménagement du territoire, la pollution, le développement économique industriel des régions, la politique du logement et de l'habitat.